

Annexe 1. Les problèmes méthodologiques*

Les acteurs du développement, les opérateurs économiques et les décideurs politiques ont besoin d'indicateurs transversaux et pérennes pour penser et suivre leur politique de (re)construction des régions autour du lac Tchad. Mais ils sont confrontés à plusieurs difficultés. D'abord, les données existantes et disponibles sont peu fiables et doivent donc être utilisées avec la plus grande prudence. De plus, elles ne sont pas toujours accessibles ou centralisées : elles sont rarement archivées et parfois pas publiées du tout, nécessitant d'aller sur le terrain pour les extraire sur place. Bien souvent, en outre, elles ne sont ni standardisées ni comparables dans le temps et dans l'espace car elles ne reposent pas sur des séries longues et sont construites différemment d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre. Enfin, elles font l'objet de manipulations politiques : les chiffres sur le nombre d'habitants, de déplacés internes, de réfugiés, de musulmans, de chrétiens et de victimes du terrorisme ou des forces de sécurité sont tous contestés pour produire des listes électorales, revendiquer une part plus importante des revenus de l'État, se plaindre d'une marginalisation « ethnique », attirer l'attention de la communauté internationale, affirmer la prééminence d'une communauté religieuse, etc. (Pérouse de Montclos, 2013 ; Pérouse de Montclos *et al.*, 2016).

De telles contraintes obligent à penser des indicateurs qui, à une échelle intermédiaire, permettent de rendre compte du fonctionnement du système régional sans pour autant descendre jusqu'au niveau très micro du suivi ou de l'évaluation de projet. Les défis sont considérables. La région se caractérise par un déficit impressionnant de connaissances. Sa cartographie n'est pas bonne et se heurte aux limites d'une toponymie orale qui a par exemple incité les autorités camerounaises à essayer d'obliger les déplacés internes à donner à leurs camps des noms différents de ceux de leurs villages d'origine. En l'absence d'état civil, sans même parler de cadastre, on assiste aussi à des difficultés d'identification des bénéficiaires de l'aide. Les tentatives de quantification des besoins, des flux commerciaux et des ressources sont à l'avenant. La question du bétail en témoigne à sa manière. Dans bien des cas, le décompte des troupeaux résulte en effet d'arrangements entre les éleveurs et les agents du fisc, tandis que les estimations des productions agricoles prennent rarement en compte les migrations

* L'annexe 1 a été rédigée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

saisonniers et reposent souvent sur des échantillons d'agriculteurs choisis selon les affinités personnelles des fonctionnaires en place.

On ne sait d'ailleurs pas combien la région compte vraiment d'habitants. Le problème ne vient pas seulement des combats et des migrations forcées qui ont pu dépeupler certaines zones. Il tient aussi à des difficultés techniques que l'on retrouve dans les quatre pays de la région, en l'occurrence pour accéder à des endroits reculés, vaincre les obstacles logistiques, topographiques et linguistiques, se débrouiller avec le flou des délimitations administratives, éviter les déplacements en cours de comptage et dénombrier des populations nomades et parfois illettrées, sans parler des femmes recluses, suivant un principe islamique de ségrégation des sexes (*purdah*). Il arrive également que les chefs de ménage préfèrent retourner dans leur village natal au moment des opérations de recensement, ce qui revient à minimiser les taux de croissance urbaine, ou bien annoncent des enfants qui, en réalité, sont partis vivre ailleurs.

Le cas du Nigeria est particulièrement éclairant car les chiffres de population ont pu être délibérément manipulés (Campbell (1976), pp. 242-254 ; Ahonsi (1988), pp. 553-562 ; Okolo (1999), pp. 321-325). Dans certains cas, on les a minimisés pour éviter de payer l'impôt, un phénomène observé dans le Borno dès 1903 (Tukur, 2016). Dans d'autres cas, on les a grossis pour obtenir une meilleure représentation politique et davantage de fonds en provenance du pouvoir central. Suite aux ratés des années 1960 et 1970 (cf. encadré 11), tous les recensements ont été contestés. Si certains furent finalement publiés et servent encore aujourd'hui de référence aux démographes, celui de 1991 a donné un total de 90 millions d'habitants, résultat inférieur de 30 % aux projections de l'époque, tandis que celui de 2006, avec 140 millions d'habitants, est suspecté d'avoir été un peu révisé à la hausse pour répondre aux critères de revenu *per capita*, nécessaires à la renégociation de la dette auprès du Club de Paris. Les projections de population sont tout aussi hasardeuses : suivant que l'on se base sur les calculs des Nations unies ou de l'*International Institute for Applied Systems Analysis*, elles vont de 371 à 399 millions d'habitants d'ici 2050, et de 576 à 752 millions d'habitants d'ici 2100, voire une fourchette haute de deux milliards !

De ces imprécisions sur la population découle évidemment le manque de fiabilité de l'ensemble des indicateurs démographiques, économiques et sociaux utilisés par les opérateurs de l'aide au développement autour du lac Tchad, qu'il s'agisse de la pyramide des âges, du ratio des sexes, des flux migratoires ou des taux de malnutrition, de fécondité, de mortalité et de chômage. Les problèmes tiennent aussi à la diversité des définitions, des outils statistiques et des modes de calcul, empêchant les comparaisons d'une région à l'autre. Le Bureau international du travail (BIT), par exemple, considère comme chômeur une personne adulte qui, au cours d'une période de référence, est sans travail, disponible pour travailler et à la recherche d'un travail. Mais une telle définition permet difficilement d'appréhender le sous-emploi, les périodes creuses d'une activité saisonnière,

la recherche d'un premier emploi ou les pratiques d'apprentissage des mineurs dans la région du lac Tchad. Dans le même ordre d'idées, la notion de ménage recouvre des réalités assez différentes suivant les situations. En principe, il s'agit d'une unité socioéconomique d'une ou plusieurs personnes qui partagent un même toit et une même nourriture mais qui ne sont pas forcément unies par les liens du sang ou du mariage (Randall *et al.*, 2011). L'affaire se complique cependant dans les sociétés polygames et très mobiles. Ainsi, les Kanouri connaissent traditionnellement un fort taux de divorce (Cohen, 1961), une caractéristique que confirment les témoignages recueillis par les chercheurs engagés dans la présente étude. De plus, l'insécurité a précipité la dispersion des populations de la région, compliquant encore davantage la capacité à dénombrer leurs ménages.

De fait, la crise de Boko Haram a mis en évidence toute la fragilité des indicateurs utilisés par les opérateurs de l'aide internationale. Non sans contradictions, les Nations unies ont par exemple annoncé qu'à la suite d'une attaque des insurgés en 2011, le nombre de personnes ayant fui la ville de Damaturu était supérieur à celui des ses résidents, déplacés inclus (Pérouse de Montclos, 2013). De leur côté, les autorités nigériennes ont avancé des niveaux de scolarisation pour le moins improbables dans un pays où les écoles publiques cherchent parfois à grossir leurs effectifs pour obtenir davantage de subventions, tandis que les écoles privées tendent au contraire à les minimiser pour éviter de payer des taxes. Dans le Borno, certains établissements n'existent que sur le papier. Le cas de la collectivité locale de Chibok est particulièrement symbolique à cause du retentissement international qu'y a connu l'enlèvement de 276 lycéennes par Boko Haram en avril 2014. En dépit de l'insécurité ambiante, la commission éducative UBEC y annonçait cette année-là une augmentation de 153 %, 48 % et 96 % du nombre, respectivement, d'écopliers du primaire, d'élèves du secondaire et d'enseignants au niveau du collège. Au total, le nombre d'élèves du primaire et du secondaire de la collectivité locale de Chibok était censé s'élever à 80 % d'une population de 103 790 habitants¹⁵¹ !

Dans un tel contexte, les opérateurs du développement et de l'urgence en sont réduits à faire feu de tout bois à partir de données imparfaites et incomplètes, voire fausses. Trop souvent, les rapports de consultants sur la crise humanitaire autour du lac Tchad recyclent ainsi des chiffres et des analyses tirés d'articles accessibles gratuitement en ligne et écrits par des Nigériens ou des Camerounais du Sud, plus éduqués qu'au Nord mais qui ne connaissent pas la région. Certains n'hésitent pas non plus à reproduire tous les poncifs malthusiens sur le Sahel en spéculant sur un lien présumé entre pression démographique, assèchement du

.....
151 Dans le même ordre d'idées, les autorités annonçaient 399 445 élèves du primaire pour 234 082 habitants à Magumeri en 2014. À Hawul, collectivité locale de taille similaire, les chiffres étaient de 63 écopliers et 1 264 instituteurs dans le primaire, et de 1 254 élèves et aucun instituteur dans le secondaire. Tableaux Excel recueillis par Marc-Antoine Pérouse de Montclos auprès de la SUBEC à Maiduguri en mai 2016.

lac et chômage, d'une part, et trafics de drogues et violence djihadiste, d'autre part (WFP, 2016, p. 15).

Pour pallier les lacunes de statistiques défailtantes, les opérateurs du développement essaient par ailleurs de conduire des enquêtes quantitatives. Celles-ci permettent indéniablement d'affiner l'analyse à un niveau micro. Mais elles montrent vite des limites qui vont au-delà des difficultés conjoncturelles d'accès au terrain dans des zones dangereuses¹⁵². Faute de données fiables sur les principales caractéristiques sociodémographiques des populations étudiées, un premier problème tient en l'occurrence à l'absence de représentativité des échantillons choisis. Les enquêtes de ce type ont en outre une portée locale qui interdit toute extrapolation. En l'absence de base de référence, la photographie qu'elles proposent de la situation à un moment donné ne permet pas non plus de dégager des tendances dans le sens de la dégradation ou de l'amélioration. De surcroît, les enquêtes quantitatives ont généralement une valeur purement déclarative. Il convient donc de ne pas en tirer trop hâtivement des liens de causalité et des déterminants explicatifs. Bien souvent, les études sur les revenus et la consommation des ménages sont ainsi biaisées car les plus riches rechignent à dévoiler l'état réel de leurs richesses (Watts *et al.*, 1983, p. 134).

Références bibliographiques

Afrique contemporaine (2016/2), « Gouverner par les nombres en Afrique », n° 258, AFD, Paris.

Ahonsi B. (1988), "Deliberate Falsification and Census Data in Nigeria", *African Affairs*, vol. 87, n° 349.

Best J. (2004), *More Damned Lies and Statistics: How Numbers Confuse Public Issues*, University of California Press, Berkeley.

Campbell I. (1976), « The Nigerian Census: An Essay in Civil Military Relations », *The Journal of Commonwealth and Comparative Politics*, vol.14, n° 3.

Cohen R. (1961), "Mariage Instability Among the Kanuri of Northern Nigeria", *American Anthropologist*, vol.63, n° 6.

Jerven M. (2013), *Poor Numbers: How we are Misled by African Development Statistics and what to do About it*, UCT Press, Cape Town.

.....

152 Ironiquement, le journal *The Economist* annonçait que « tous les chiffres » de sa première enquête quantitative au Nigeria, réalisée en 1982, étaient « vraisemblablement faux » ! (Kohli, 2004, p. 331).

Kohli A. (2004), “State-Directed Development: Political Power and Industrialization in the Global Watts”, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511754371>.

La revue Tiers monde (2013), « La mesure du développement – Comment science et politique se conjuguent », n° 213.

Okolo A. (1999), “The Nigerian Census: Problems and Prospects”, *The American Statistician*, vol. 53, n° 4.

Pérouse de Montclos M.-A. (2013), “Conflicts and the Political Issues of Excess Mortality: A Case-Study from Nigeria”, *Jindal Journal of International Affairs*, vol. 3, n° 1.

Pérouse de Montclos M.-A. (2013), “Crises et migrations : effets de rhétorique autour d’un enjeu politique”, in Pérouse de Montclos M.-A., V. Petit, V. et N. Robin (dir.), *Migrations et crises dans les pays en développement*, L’Harmattan, Paris.

Pérouse de Montclos M.-A., E. Minor et S. Samrat (dir.) (2016), *Violence, Statistics, and the Politics of Accounting for the Dead*, Springer, Dordrecht.

Randall S., E. Coast et T. Leone (2011), « Cultural Constructions of the Concept of Household in Sample Surveys », *Population Studies*, vol. 65, n° 2.

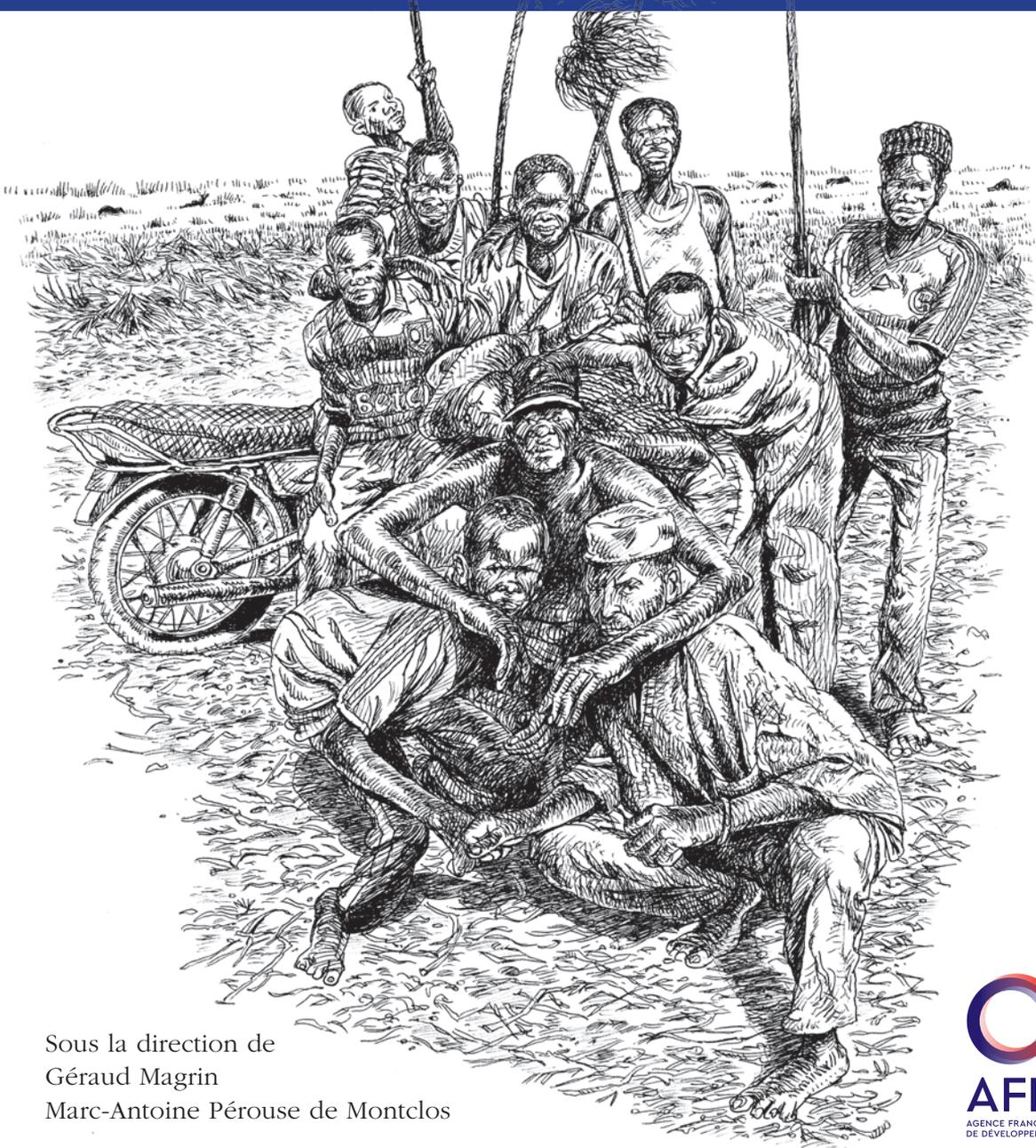
Tukur M. (2016), *British Colonisation of Northern Nigeria, 1897-1914: A Reinterpretation of Colonial Sources*, Amalion Publishing, Dakar.

Watts M. et P. Lubeck (1983), “The Popular Classes and the Oil Boom”, in William Zartman I. (Ed.), *The Political Economy of Nigeria*, Praeger, New York, Cambridge University Press.

WFP (2016), *Lake Chad Basin: Desk Review*, Programme alimentaire mondial (PAM), Rome.

Crise et développement

La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram



Sous la direction de
Géraud Magrin
Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Crise et développement

La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram

Sous la direction de :
Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Avec les contributions de : Sylvain Aoudou Doua, Emmanuel Chauvin,
Zakinet Dangbet, Goudoum Pierre Don-Donné, Ahmat Hessana, Adam Higazi,
Hadiza Kiari Fougou, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Abdourahmani
Mahamadou, Kyari Mohammed, Marc-Antoine Pérouse de Montclos,
Christine Raimond, Charline Rangé, Ahmadu Abubakar Tafida,
Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

AVERTISSEMENT

Les analyses et conclusions de cet ouvrage sont formulées sous la responsabilité des auteurs du texte et de celui de l'appareil documentaire. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Retrouvez nos publications sur : <http://editions.afd.fr/>

Directeur de la publication : Rémy Rioux

Directeur de la rédaction : Gaël Giraud

Adaptation de la couverture : Flexedo.

Couverture : Jeunes de différentes origines venus tenter leur chance sur les rives du lac

Dessins : Christian Seignobos

Date de parution : avril 2018

Réalisation : Flexedo, info@flexedo.com

Cartographie : Pauline Gluski

Imprimé par :

Sommaire

Avant-propos	5
Présentation des auteurs	7
Résumé	9
Introduction	13
Partie 1. La région du lac Tchad avant Boko Haram	23
Chapitre 1. Le système régional : environnement, populations et ressources.	25
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	25
1. <i>Hydrologie et environnement</i>	25
2. <i>Dynamiques du peuplement et activités</i>	38
3. <i>Les circulations marchandes, moteur du système régional</i>	59
<i>Références bibliographiques</i>	69
Chapitre 2. Développement et gouvernance : un espace fragile.	75
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	75
1. <i>Le développement dans la région avant Boko Haram : des périphéries nationales en voie d'intégration (trop) lente ?</i>	75
2. <i>Des États faibles aux modes de gouvernance hybrides</i>	92
3. <i>Sociétés, conflits et insécurités</i>	106
<i>Références bibliographiques</i>	120
Partie 2. Boko Haram et la situation en 2017	127
Chapitre 3. L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit	129
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	129
1. <i>L'évolution et l'extension du conflit : 2003-2017</i>	132
2. <i>Les controverses sur les causes du conflit</i>	142
<i>Références bibliographiques</i>	160

Chapitre 4. La recomposition du système régional	167
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	167
1. <i>Hydrologie et environnement</i>	168
2. <i>Les contraintes sur les résidences et les mobilités</i>	171
3. <i>Mobilités et activités rurales : contraintes et incertitudes</i>	177
4. <i>Les circulations : la nouvelle hiérarchie des polarités régionales</i>	185
<i>Références bibliographiques</i>	192
Chapitre 5. Régime humanitaire, tensions sociales et enjeux de développement	195
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	195
1. <i>Le constat à l'été 2017 : une juxtaposition de crises</i>	195
2. <i>Les réponses à la crise</i>	202
<i>Références bibliographiques</i>	214
Partie 3. Réflexions prospectives (sur 20 ans)	217
Chapitre 6. Les variables-clés	219
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	219
1. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques n'ont pas ou peu de prise.</i>	219
2. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques peuvent avoir une prise.</i>	228
<i>Références bibliographiques</i>	240
Chapitre 7. Options de politiques et scénarios	243
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	243
1. <i>Les options de politique.</i>	243
2. <i>Les scénarios</i>	251
<i>Références bibliographiques</i>	257
Annexes. Indicateurs et données sentinelles	261
Annexe 1. Les problèmes méthodologiques	263
Annexe 2. Les indicateurs possibles	269
Table des illustrations	283
Liste des sigles et abréviations	287

Avant-propos

Le présent document constitue l'étude de référence réalisée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) sur la région du lac Tchad en réponse aux termes de référence de l'Agence Française de Développement (AFD). Ses principaux résultats sont tirés d'ateliers et de missions de terrain réalisés entre mars et juin 2017. Le texte a été finalisé en octobre 2017.

L'introduction a été rédigée par Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

Le chapitre 1 a été rédigé par Emmanuel Chauvin, Charline Rangé, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Ahmadu Abubakar Tafida et Abdullahi Liman Tukur.

Le chapitre 2 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Emmanuel Chauvin et Charline Rangé.

Le chapitre 3 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

Le chapitre 4 a été rédigé par Charline Rangé, Emmanuel Chauvin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Zakinet Dangbet, Adam Higazi, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Kyari Mohammed, Ahmadu Abubakar Tafida, Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

Le chapitre 5 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Charline Rangé, Ahmat Hessana et Goudoum Pierre Don-Donné.

Le chapitre 6 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Emmanuel Chauvin, Charline Rangé et Christine Raimond.

Le chapitre 7 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Jacques Lemoalle.

L'annexe 1 a été rédigée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

L'annexe 2 a été rédigée par l'ensemble de l'équipe.

L'étude a par ailleurs bénéficié de la relecture de deux chercheurs de l'IRD, à savoir Christian Seignobos et Florence Sylvestre. Qu'ils en soient ici remerciés.